Louis GILL

Économiste, professeur retraité du département de science économique, UQÀM

(2008)

“L’analyse marxiste: un outil indispensable pour comprendre la réalité contemporaine”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois
Économiste, professeur retraité du département de science économique, UQÀM

“L’analyse marxiste: un outil indispensable pour comprendre la réalité contemporaine”. Conférence présentée à l’Université du Québec à Chicoutimi lundi, le 4 février 2008, dans le cadre de la Semaine des sciences humaines.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l’UQÀM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l’économie internationale, l’économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 6 février 2008 de diffuser cette conférence dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 12 février 2008 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Notions de base de l’analyse marxiste](#)

[L’accumulation sans limites, à l’origine de la crise écologique](#)

[Les crises périodiques, moments nécessaires de l’accumulation](#)

[Les fondements du démantèlement de l’État](#)

[Le concept marxiste de capital fictif](#)

[La crise du PCAA à la lumière de la théorie marxiste de la monnaie](#)

Louis Gill

Économiste, professeur retraité du département de science économique, UQÀM

**“L’analyse marxiste : un outil indispensable
pour comprendre la réalité contemporaine”.**

Conférence présentée à l’Université du Québec à Chicoutimi lundi, le 4 février 2008, dans le cadre de la Semaine des sciences humaines.

Notions de base de l’analyse marxiste

[Retour à la table des matières](#)

Je vais commencer par un bref rappel des notions de base de l’analyse marxiste présentées dans les premiers chapitres du *Capital* de Marx, dont le premier livre a été publié en 1867, à savoir les notions de marchandise, de valeur, d’argent et de capital.

Toute société produit des biens utiles pour sa consommation immédiate, pour la constitution de réserves en vue de sa consommation future ou pour accroître sa capacité productive. Elle procède pour ce faire à une division du travail social. Dans les sociétés marchandes, dont la société capitaliste est le développement généralisé, ces biens d’utilité, ou valeurs d’usage comme les désigne Marx, prennent la forme de marchandises, qui sont réparties au sein de la société, de même que le travail dont elles sont le produit, par l’intermédiaire de l’échange, c’est-à-dire du marché.

Pour que cet échange ait lieu entre marchandises de valeurs d’usage différentes, il faut qu’elles soient comparables sous un certain rapport. Qualitativement différentes, elles doivent être quantitativement égales. Différentes sur le plan des valeurs d’usage, elles doivent être égales sur le plan de leurs valeurs d’échange. La mesure de ces valeurs d’échange, ou valeurs, est le temps de travail socialement nécessaire à leur production. Toutes les marchandises expriment leur valeur dans un équivalent général qui est la monnaie, ou l’argent.

L’échange par l’intermédiaire de l’argent est représenté par l’expression M-A-M (marchandise-argent-marchandise). Cette expression met en lumière la fonction sociale de l’argent qui ne saurait être réduit à une simple unité de compte. La transformation de la marchandise en argent, sa vente, dans une société où la production est le résultat d’un ensemble de décisions individuelles privées coordonnées par le seul marché, est la démonstration de ce que la décision de la produire était fondée. Inversement, sa non-transformation en argent, l’échec de la vente, démontre que cette décision n’était pas fondée, que le travail investi dans cette activité n’était pas socialement nécessaire et qu’il devra être réorienté vers une autre activité. Dans la société marchande, les travaux privés ne sont pas immédiatement du travail socialement validé. Pour le devenir, il faut que les marchandises qui en sont le fruit subissent avec succès l’épreuve du marché, qu’elles se transforment en argent.

Dans M-A-M, qui signifie *vendre pour acheter* (M-A suivi de A-M) et qui caractérise la production marchande en général, *l’argent en tant qu’argent* ne sert que d’intermédiaire dans l’échange des marchandises. La finalité de l’opération est la *consommation finale de la valeur d’usage*. L’argent est simplement *dépensé*. La production capitaliste, qui est la généralisation de la production marchande, est caractérisée par une autre fonction de l’argent, celle de *l’argent en tant que capital*, représentée par l’expression A-M-A’, *acheter pour vendre plus cher* (A-M suivi de M-A’, où $A' > A$). Ici, l’argent n’est

qu’*avancé* et il doit revenir, en quantité supérieure. La finalité de l’opération est la *conservation et l’accroissement de la valeur*.

En tant que capital, l’argent ne peut avoir qu’un mouvement quantitatif, tendre à se multiplier sans limite. Le capital est l’expression de ce mouvement ininterrompu de mise en valeur, de poursuite de l’enrichissement sans fin, de l’enrichissement comme fin en soi. Par rapport à ce mouvement objectif du capital, le capitaliste comme individu n’a d’existence sociale qu’en tant qu’il personnifie le capital. Son comportement subjectif est entièrement déterminé par le mouvement objectif du capital. Il est un simple agent du capital, dont la raison d’être est de le faire fructifier.

L’accumulation sans limites, à l’origine de la crise écologique

[Retour à la table des matières](#)

D’entrée de jeu, ce résultat qui se dégage des notions de base les plus élémentaires tirées des premiers chapitres du *Capital* jette un éclairage sur l’un des problèmes les plus cruciaux de notre époque, celui de la crise écologique. La course à l’abîme dans laquelle l’humanité est engagée par la surconsommation des ressources jusqu’à leur épuisement et par la destruction de l’environnement trouve son origine dans les fondements mêmes d’un système poussé à accumuler le capital sans limites. La logique du système capitaliste, dont les dérégllements sont enracinés dans ses fondements, donne lieu à une accumulation sans égard à la destination sociale des investissements. Le seul objectif est la réalisation du rendement visé et plus particulièrement, avec le tournant néolibéral des vingt-cinq dernières années, du rendement à court terme.

Dans le cadre du capitalisme, le travail humain interagit avec la nature, non pas en tant que travail concret producteur de valeurs d’usage, mais en tant que travail abstrait producteur de valeurs, dans un processus sans fin de valorisation du capital. La production de valeur d’usage n’a d’autre fonction que de contribuer à accroître la valeur. En un mot, elle n’est qu’un mal nécessaire pour faire de l’argent, sans considération des conséquences. La société est ainsi poussée à s’autodétruire comme conséquence de son fonctionnement normal. À titre d’illustration, l’exploitation effrénée des sables bitumineux de l’Alberta, propulsée par l’appât des profits pétroliers, constitue non seulement le principal obstacle à la contribution du Canada à la nécessaire lutte mondiale contre les gaz à effet de serre, mais a des incidences négatives gigantesques, banalisées par le système, sur l’environnement immédiat des champs d’exploitation.

Les crises périodiques, moments nécessaires de l’accumulation

[Retour à la table des matières](#)

Si inéluctable soit-il, le processus d’accumulation sans limites du capital n’a rien d’harmonieux. Il est au contraire, de par sa dynamique même, traversé par des crises périodiques qui sont des moments nécessaires de l’accumulation et non le résultat d’une mauvaise gestion de l’économie. Les crises, révèle l’analyse marxiste, sont à la fois inévitables et indispensables. *Inévitables*, en tant que conséquences de la tendance à la baisse du taux de profit, elle-même découlant des efforts permanents pour augmenter la productivité du travail et la production matérielle de valeurs d’usage, et de la limitation simultanée de la capacité de production de valeurs. *Indispensables*, en raison de leur rôle d’assainissement, de destruction de valeurs et de rétablissement des conditions nécessaires à la reprise.

Après la profonde crise de 1929 et la longue dépression des années 1930 à laquelle seule la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945) a mis un terme, les économies capitalistes ont voulu suppléer aux limites des mécanismes du marché et à leur inaptitude à assurer une croissance soutenue en recourant à l’intervention de l’État, notamment par le développement des services publics, la redistribution du revenu, le soutien de la demande globale et de l’emploi, le soutien direct de l’entreprise privée, la nationalisation d’entreprises existantes ou la création d’entreprises d’État nouvelles, la réglementation et le contrôle de l’activité économique privée.

Les trente années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale ont été des années de généralisation du recours à ces instruments associés au nom de l’économiste britannique John Maynard Keynes qui en avait été le protagoniste au cœur de la dépression des années 1930. La reconstruction des économies détruites par la guerre et les résultats économiques favorables obtenus jusqu’à la fin des années 1960 ont accru le bien-fondé de l’intervention économique de l’État et de la dépense publique comme moyen de soutenir la croissance et l’emploi. On en est venu à mettre ces résultats au compte de la politique économique elle-même et à considérer les crises économiques comme un phénomène révolu, ne pouvant persister, dans le pire des cas, que sous la forme atténuée des récessions.

A partir de la fin des années 1960, au terme d’une période d’un peu plus de deux décennies d’une croissance économique régulière, attribuée au succès de la politique économique keynésienne, on vit réapparaître des difficultés que les instruments keynésiens semblaient désormais devenus impuissants à surmonter. L’aggravation de ces difficultés au cours des années 1970, qui ont culminé dans la crise de 1975-1976, a favorisé l’expression d’une critique de plus en plus sévère de la politique keynésienne et ouvert la voie à un retour en force du libéralisme économique. Le virage prit toute son ampleur au début des années 1980 sous la présidence de Ronald Reagan aux États-Unis et le gouvernement de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, pour

se généraliser rapidement à l'ensemble des pays capitalistes industrialisés. Privatisation, déréglementation, compressions budgétaires, diminution de la taille du gouvernement, tarification des services publics, rentabilisation, retour au libre jeu des forces du marché, fiscalité favorable à l'investissement privé, tels furent désormais les mots clés au nom desquels fut menée la politique économique.

Pourquoi ce radical changement de cap? Comment expliquer cette déclaration de guerre contre une intervention de l'État dans l'économie qui avait jusqu'alors été jugée salubre? Pour l'analyse marxiste, la première question à élucider est celle du rôle du secteur public dans une économie dont le fondement demeure l'activité privée rentable. Il s'agit donc d'apprécier correctement la nature des dépenses publiques, non pas d'un point de vue général, mais du point de vue de ce qui guide la prise de décision et le fonctionnement de l'économie tout entière dans la société capitaliste, à savoir le profit.

Les fondements du démantèlement de l'État

[Retour à la table des matières](#)

Dans la société capitaliste, comme nous l'avons vu, l'activité économique privée doit nécessairement être rentable, sinon elle n'a pas lieu. L'argent avancé par les entreprises en salaires et pour l'achat de biens de production doit revenir, augmenté d'un profit. La dépense (privée) ainsi effectuée a été *productive*. Elle s'est révélée justifiée dans la mesure où elle a engendré un profit. Une part de ce profit sera réinvestie, viendra s'ajouter au capital existant; le capital accumulé aura grossi. Tel est le cours normal des choses en économie capitaliste où l'activité économique n'a lieu que dans la mesure où elle est profitable pour le capital. Le terme « productif » en économie capitaliste est synonyme de « productif de profit », ou « productif pour le capital ». Il n'est pas synonyme de « productif de biens en général ».

Lorsque l'État intervient directement comme agent économique, le caractère productif ou improductif de ses activités ne peut être établi que par rapport à cette même norme. L'intervention de l'État ne change rien à la nature de l'économie de marché qui demeure fondée sur le profit. Elle n'est motivée au contraire que par la nécessité de compléter l'activité privée et de lui apporter un soutien dont l'objectif est son développement fructueux. L'activité étatique est donc productive si elle stimule le profit en général et favorise l'accumulation du capital. Improductive dans le cas contraire, elle constitue alors un fardeau pour le capital qui tôt ou tard visera à la réduire, à en modeler le fonctionnement sur celui de l'entreprise privée ou à la privatiser.

Dépenses publiques comme dépenses privées doivent donc être appréciées à partir de leur rôle dans la production de profit. Aucun critère moral ne peut guider ici l'analyse. Si juste et nécessaire soit telle ou telle dépense de l'État du point de vue des besoins sociaux, si « productive » soit cette dépense en répondant à un besoin social, il ne s'ensuit nullement, tant s'en faut, qu'elle soit productive pour le capital. Au-delà des critères moraux, l'analyse doit déceler ce qui est nécessaire et inévitable, non pas du point de vue de la société en général, mais du point de vue de la société particulière dans laquelle nous vivons, à savoir la société capitaliste fondée sur la propriété privée et le profit.

Les activités de l'État et les dépenses qui s'y rattachent ne sont pas uniformes. Leurs incidences sur l'accumulation du capital sont diverses. Certaines sont assimilables aux activités du secteur privé et peuvent dans certains secteurs se trouver en concurrence directe avec elles. Elles obéissent aux mêmes impératifs et leurs produits ont la même destination, à savoir l'écoulement sur le marché à des prix qui assurent la rentabilité de l'opération. Les fonds qui y sont investis ont été dépensés en tant que capital, en vue de fructifier. Une fraction du capital social global se trouve ainsi gérée par l'État, constituée en « capital public » coexistant avec le capital privé et, le cas échéant, le concurrençant. Les dépenses publiques engagées dans ce type d'activités ont pour objectif de faire fructifier le capital. Il s'agit de *dépenses productives*.

Comme exemple d’activités de ce type, mentionnons celles d’Hydro-Québec dans la production, le transport et la distribution, la Société des alcools du Québec dans le commerce et la Caisse de dépôt et placement dans le secteur financier

D’autres activités de l’État ne sont pas assimilables aux activités du secteur privé. Leurs « produits » ne sont pas destinés à être écoulés sur le marché. Elles obéissent à des critères qui ne sont pas celui du profit. Les sommes engagées pour les financer ne sont pas *avancées* comme du capital, en vue de fructifier, mais sont *dépensées* à même les revenus de l’État provenant des impôts ou des emprunts. Il s’agit de *dépenses improductives*. Du fait que ces activités échappent aux critères de la rentabilité privée, leurs produits sont destinés à la *consommation publique*. Contrairement aux produits de *consommation privée* dont l’accès est restreint à ceux et celles qui peuvent payer le prix assurant la rentabilité de l’activité, les produits de consommation publique sont accessibles à tous et à toutes, indépendamment de leur revenu. C’est le cas par exemple des services de santé et d’éducation offerts par les réseaux publics.

Les activités de l’État peuvent donc être regroupées dans deux grandes catégories:

Les activités *productives*, où les sommes engagées sont *avancées* comme *capital*, et dont le produit est destiné à la *consommation privée* (rentable).

Les activités *improductives* où les sommes engagées sont *dépensées* à même les revenus de l’État, et dont le produit est destiné à la *consommation publique*.

Cette distinction entre activités productives et improductives sert de guide à l’analyse des diverses activités économiques de l’État qui peuvent être regroupées sous les rubriques suivantes:

- Activités industrielles, commerciales et financières
- Administration publique générale
- Travaux publics

Dans le cas d’un État souverain, ce que n’est pas le Québec, il faut ajouter la défense nationale.

Lorsque l’État intervient dans les activités (industrielles, commerciales et financières) relevant habituellement du secteur privé, les fonds qu’il y investit sont engagés, comme les fonds du secteur privé, en vue de fructifier, c’est-à-dire comme capital. Le capital privé le voit comme un intrus qui l’exproprie d’une partie du contrôle qu’il voudrait exercer seul sur la totalité du capital, comme un concurrent, par ailleurs déloyal dans la mesure où il bénéficie du soutien de l’État qui en garantit l’existence.

Les activités qui relèvent de l’administration publique générale ont une caractéristique commune. Leur existence n’est pas fondée sur la rentabilité. Elles sont motivées par des objectifs sociaux et par la nécessité du fonctionnement de l’appareil gouvernemental. Elles regroupent :

- 1) Les services publics: éducation, santé, services sociaux, transport en commun, loisirs, culture, ...
- 2) L’administration publique au sens strict: gestion de l’appareil administratif gouvernemental, de l’appareil judiciaire, de la sécurité publique, ...
- 3) Les activités de redistribution effectuées par le biais des divers types de « transferts »: assurance-chômage, assistance sociale, indemnisation des accidentés du travail, des retraités, ...

L’État engage dans leur réalisation des dépenses qui sont financées par ses revenus et par ses emprunts si les dépenses excèdent les reve-

nus. Les normes d'efficacité du secteur privé tendent, il va sans dire, à être transposées dans la gestion du secteur public. On cherche à en augmenter la productivité. Comme dans le secteur privé, les gestionnaires publics visent à augmenter le rendement du travail, à restreindre les salaires, à diminuer le nombre de postes réguliers et à les remplacer par des postes à temps partiel, à recourir aux contractuels et aux occasionnels. Tous ces moyens contribuent à réduire les dépenses, mais ne rendent pas ces activités rentables au sens où elles donneraient lieu à un profit. Au mieux, la réduction des dépenses libère des sommes pour d'autres usages, ou rend possible une réduction des impôts.

Les dépenses de l'administration publique générale sont donc des dépenses improductives, au sens déjà donné à ce terme, c'est-à-dire improductives pour le capital. Les fonds engagés pour les financer ne sont pas dépensés comme capital, en vue de fructifier. Les résultats de ces activités ne sont pas des produits qui doivent être vendus sur le marché comme des produits de consommation privée rentable. Ils sont destinés à ce qui a été défini comme la consommation publique.

Le troisième champ d'intervention de l'État est celui des travaux publics, qui comprend les activités de construction, de réparation et d'entretien des routes, ponts, ports, aéroports, voies navigables, chemins de fer, égouts, aqueducs, systèmes de traitement des eaux, d'éclairage de rues, d'élimination des ordures ménagères, etc. La construction des infrastructures est généralement induite par l'État, c'est-à-dire commandée par l'État par voie de contrat à l'entreprise privée, et financée par lui à même les fonds publics ou, comme l'indique la tendance actuelle, dans le cadre de partenariats privés-publics (PPP). Leur entretien et leur administration ont été et demeurent dans une large mesure réalisés par l'État, mais ont désormais tendance à être confiés dans des proportions croissantes à l'entreprise privée.

En mettant sur pied ces infrastructures et en engageant des fonds à cette fin, l'État procède-t-il à un « investissement »? Si on veut dire par là que l'État crée des équipements socialement essentiels dont pourront

bénéficier les générations actuelle et futures, on peut certainement, dans ce sens, parler d'investissement. Si par contre on comprend le terme « investissement » non plus dans ce sens général et social, mais dans le sens qui est le sien en économie capitaliste, celui d'investissement du capital, c'est-à-dire d'investissement dont la finalité est de fructifier, on ne peut plus parler des dépenses publiques d'infrastructure comme d'un investissement, parce qu'un tel « investissement » est improductif pour le capital, c'est-à-dire non-producteur de profit. Une fois réalisée, la production induite par l'État, comme une nouvelle route par exemple, est mise à la disposition du public. En tant que bien de consommation publique, elle est d'accessibilité générale et sans frais. La dépense publique effectuée pour la réaliser ne donne donc pas lieu à un revenu.

Un investissement productif est un investissement qui fructifie. Faisant des petits, il est en mesure de « payer pour lui-même », de produire lui-même les fonds nécessaires au remboursement de son coût d'acquisition, à sa conservation et à son fonctionnement et même à sa propre reproduction à une échelle plus grande. Ce n'est pas le cas de la dépense publique; celle-ci est improductive. L'investissement public auquel elle donne lieu ne fructifie pas. Il ne « paie pas pour lui-même ». Son acquisition, de même que ses dépenses courantes de fonctionnement, d'entretien et de réparation, doivent être financés à partir des revenus de l'État qui lui viennent des impôts et des emprunts. Il en serait de toute évidence autrement dans le cas d'une autoroute à péage (privée ou publique) dont les tarifs d'utilisation seraient établis de manière à assurer non seulement l'autofinancement, mais la rentabilité d'une dépense qui serait ainsi un investissement au sens propre. Nous serions alors en présence d'une consommation de type privé, rentable, et non d'une consommation publique.

On entend souvent les gouvernements faire, en termes folkloriques, une distinction à l'intérieur de leurs dépenses, entre ce qu'ils appellent les dépenses d'investissement et les dépenses « d'épicerie », ces dernières étant les dépenses courantes (les salaires des employés, notamment), alors que les premières désignent les dépenses d'infrastructure.

Dans le cadre de l'offensive menée contre le secteur public et au premier titre contre ses salariés, au nom des objectifs devenus prioritaires de réaliser l'équilibre budgétaire et de réduire la dette, les porte-parole gouvernementaux expliquent que, si en « saine théorie économique » des emprunts sont justifiés pour financer l'acquisition d'immobilisations dont la vie utile prévue serait équivalente à la période de remboursement, on ne saurait, sans mettre en péril les finances publiques, emprunter indéfiniment pour « payer l'épicerie ». Mais cet argument ne modifie en rien le fait qu'aucune des dépenses gouvernementales effectuées en vue de desservir la consommation publique non rentable n'est productive pour le capital, pas plus les dépenses « d'investissement » que les dépenses « d'épicerie », ce qui n'enlève par ailleurs rien à la pertinence sociale ni des premières, ni des secondes.

Si les dépenses publiques improductives n'ont pas elles-mêmes la qualité de capital, cela ne veut pas dire qu'elles n'ont aucune incidence sur l'accumulation du capital. Elles influencent au contraire l'accumulation de diverses manières, d'abord en impulsant l'activité de production des équipements d'infrastructure, puis, une fois ces équipements mis en place, en contribuant, par l'usage qui en est fait, à l'activité économique générale. La production des équipements d'infrastructure, généralement commandée par l'État à l'entreprise privée, est réalisée par elle en fonction d'objectifs de rentabilité communs à toute entreprise privée. L'entreprise de construction de routes par exemple réalisera une commande de l'État à la condition que cette activité lui soit profitable. L'État s'en porte acquéreur à un prix qui en garantit la rentabilité. Il l'offre à la consommation publique, non rentable, et, de ce fait, la dépense publique qui en a permis la production est une dépense improductive. L'« investissement » public qui en résulte est un investissement qui ne fructifie pas, comme nous venons de le voir, mais la dépense effectuée pour le réaliser fournit au capital privé une précieuse garantie de profit. En somme, l'activité de production de l'équipement matériel induite par la dépense publique est, grâce à la garantie étatique, une activité privée rentable, productive de profit, même si l'investissement public qui en

est à l'origine, n'est pas, lui, un investissement productif de profit pour l'État.

L'intervention de l'État apportant son soutien à l'activité privée rentable est donc, au moins à première vue, bénéfique pour le capital et pour l'économie en général dont elle stimule la croissance et contribue à résorber le chômage. Mais cet effet bénéfique a une lourde contrepartie dans la mesure où l'investissement public improductif « ne paie pas pour lui-même » et qu'en conséquence ses frais d'acquisition, d'entretien et de réparation doivent être financés par des impôts prélevés en partie sur les profits du capital privé. Cette contrepartie finit par l'emporter sur les effets bénéfiques et les remèdes se trouvent désignés : place à l'investissement privé, place à l'investissement qui fructifie, réduction de l'intervention économique directe de l'État et des dépenses publiques, privatisation ! Les premières mesures de ce programme sont les compressions de dépenses et avec elles la mise en veilleuse des projets de nouvelles infrastructures, la réduction des budgets d'entretien et de réparation, le tout entraînant une détérioration graduelle des équipements.

Simultanément, des efforts se déploient dans le sens d'une la tarification des services ayant pour effet de transformer ces biens de consommation publique au moins partiellement sinon totalement en biens de consommation privée. L'instauration du péage sur une autoroute, par exemple, fait de cette autoroute un objet de consommation partiellement privée, tant qu'une partie des coûts d'opération est financée par les usagers et l'autre par l'État. La remise entière de l'administration de la même autoroute à l'entreprise privée et sa gestion sur des bases strictes de rentabilité transforment entièrement cette fraction du réseau routier national en bien de consommation privée dont le prix d'accès est établi de manière à ce que l'activité soit profitable. L'autoroute ainsi privatisée devient une sphère d'accumulation du capital privé. L'administration privée d'un aéroport, l'octroi de contrats de sous-traitance à des entreprises privées pour l'entretien et la réparation des voies publiques, etc. sont autant de formes de ce mouvement qui, sous

la pression du capital, pousse au retrait de l'État d'activités où il avait été appelé à jouer un rôle déterminant.

Si essentielles soient les conquêtes sociales et démocratiques des organisations syndicales et populaires (droits à la santé, aux services sociaux, à l'éducation,...) dont bénéficie l'ensemble de la population travailleuse, c'est-à-dire l'écrasante majorité de la population, elles sont un obstacle pour le capital, pour la production de profit, pour l'accumulation privée. D'où la nécessité pour le secteur privé de récupérer ce dont il a été en quelque sorte « exproprié » au fil des années avec la place croissante prise par l'État; il s'agit de « recapitaliser » une économie dont une part toujours plus grande en est arrivée à fonctionner en échappant aux règles du capital, de redonner un caractère capitaliste à tout un ensemble d'activités dont le maintien et l'existence devront dépendre de leur rentabilité et dont le fonctionnement sera partie intégrante de l'accumulation du capital.

Le concept marxiste de capital fictif

[Retour à la table des matières](#)

Une composante majeure, sinon la plus importante, du virage intervenu au début des années 1980 est le passage, à la faveur de la libéralisation et de la déréglementation, d'un régime d'accumulation international dans lequel le cycle du capital se déroulait sur une base nationale, à un régime proprement mondial où des masses de capital volatil détachées de l'investissement dans la production sont désormais libres de se déplacer dans l'espace planétaire strictement en fonction des besoins de leur autovalorisation. La principale spécificité de cette nouvelle donne est la prédominance de la finance, le développement à grande échelle de cette catégorie de capital que Marx désignait déjà comme le capital fictif il y a 150 ans et dont il a minutieusement analysé la nature dans le Livre III du *Capital*.

Ce que Marx désigne comme le capital fictif consiste dans les divers titres, tels les actions émises par les entreprises en contrepartie de participations au financement de leur capital réel, et les obligations émises par les entreprises et les organismes publics en contrepartie des prêts qui leur sont consentis. Ces titres circulent comme des marchandises en bonne et due forme sur un marché spécifique, le marché de la finance, distinct du marché où se transigent les marchandises réelles. Leurs prix fluctuent sur ce marché et sont fixés selon des lois qui leur sont propres *« renforçant l’illusion qu’ils constituent un véritable capital à côté du capital qu’ils représentent »* (K, VII, 129). Les transactions financières, portant sur des titres, finissent par rendre invisible le processus qui est à l’origine des dividendes et des intérêts qui en sont les revenus. *« Ainsi, il ne reste absolument plus trace d’un rapport quelconque avec le processus réel de mise en valeur du capital et l’idée d’un capital considéré comme un automate capable de créer de la valeur par lui-même s’en trouve renforcée »* (idem).

Le seul fait qu’un bout de papier permette à son détenteur de percevoir un montant déterminé à date fixe fait apparaître ce bout de papier comme un capital et le montant d’argent auquel il donne droit comme l’intérêt que rapporte ce capital. À la limite, la séparation entre le capital réel et le capital fictif censé le représenter, mais devenu autonome face à lui, peut être telle que l’apparence des choses, traduite dans les données du capital financier, soit en contradiction totale avec la réalité. *« Même une accumulation de dettes, écrit Marx, arrive à passer pour accumulation de capital »* (K, VII, 139). Mieux encore, les titres d’une dette publique contractée pour faire l’acquisition de biens détruits par la guerre par exemple continuent à circuler alors que ces biens n’existent plus, de sorte que la ruine prend la forme de l’enrichissement; le capital fictif s’enfle dans la mesure même où le capital productif est détruit (*Quatre premiers congrès de l’Internationale communiste*, p. 86)].

Dans la sphère financière, l’argent semble faire de l’argent sans rapport avec le processus réel de production des valeurs. Des transac-

tions boursières portant sur les actions d’une entreprise peuvent produire un rendement financier supérieur à celui que cette même entreprise obtient dans la sphère réelle par la fabrication et la vente de marchandises. Une envolée des cours boursiers peut très bien se produire à un moment où l’économie est stagnante. Comme fruit des politiques néolibérales, dans un monde où les marchés financiers dominent l’économie de part en part, la spéculation tend à devenir le mode de fonctionnement normal de la sphère financière.

De par sa nature, la sphère financière est par ailleurs le lieu propice de la manipulation et de la fraude, le lieu où les « initiés » influencent les fluctuations des valeurs des titres pour en tirer un profit par la magie de la « comptabilité créative », par le rachat de leurs propres titres par les entreprises, grâce à l’endettement. L’éclatement de la bulle financière du début des années 2000 en a fourni un exemple frappant avec les retentissants scandales d’Enron, World Com, Tyco, etc. qui ont révélé une fraude érigée en système.

La croissance boursière des années 1995 à 2000, sans rapport avec la croissance réelle beaucoup plus faible de l’économie, avait encore une fois nourri les illusions quant à un pouvoir magique des marchés financiers de créer par eux-mêmes de la richesse. Ces illusions ont été une fois de plus brutalement contredites lorsque ce qui n’était qu’une « bulle financière » a finalement éclaté en mars 2000 amorçant une chute soutenue des cours boursiers qui allait anéantir en deux ans des milliers de milliards de dollars d’actifs financiers, priver de leur emploi des dizaines de milliers de salariés, ruiner des millions de petits investisseurs et mettre en péril les retraites reposant sur des placements qui se sont volatilisés. Après avoir culminé à 11 700 points en janvier 2000, l’indice Dow Jones chutait à 7 800 en juillet 2002, perdant 33 % de sa valeur. Au cours de la même période, l’indice Standard and Poor’s 500 perdait 45 % de sa valeur et l’indice NASDAQ des valeurs technologiques, 75 % de sa valeur.

À l'aune de la déréglementation, on a vu déferler au cours de cette période, dans l'ensemble des secteurs mais particulièrement dans celui des technologies de l'information et des communications, une vague de création de mégaconglomérats résultant de fusions-absorptions et d'acquisitions, souvent à des prix nettement supérieurs à la valeur des actifs acquis et en contrepartie d'un endettement massif.

Pour toutes les débâcles qui en ont résulté, les mêmes causes : des acquisitions tous azimuts aux fins de l'élimination de la concurrence, réalisées à des prix dépassant la valeur réelle des actifs acquis et source d'un endettement prohibitif, dans l'expectative optimiste de bénéfices qui n'ont pas été au rendez-vous. Les conséquences : la faillite pure et simple de l'entreprise, son démantèlement ou son sauvetage *in extremis* par la vente d'actifs et des mesures dites de rationalisation, telles des licenciements massifs ; dans tous les cas, des radiations d'actifs (de valeurs équivalant à la différence entre la valeur très élevée d'acquisitions et la valeur du marché au moment de la radiation), la volatilisation de milliards de dollars qui révèlent brutalement leur caractère de capital purement fictif dont la valeur élevée n'était qu'artificielle, poussée à ces sommets par la spéculation et les pratiques frauduleuses. Entre le sommet des marchés boursiers atteint en août 2000 et le 31 décembre 2002, la capitalisation boursière mondiale a chuté de 13 350 milliards de dollars (dont la moitié aux États-Unis), soit 1,3 fois le PIB des États-Unis.

Cela illustre le fait que, livré à lui-même, le capitalisme est en proie à de profondes difficultés et qu'il est constamment à la recherche de moyens artificiels pour tenter de les surmonter, comme la création de masses de capital fictif, qui s'écroulent par la suite comme des châteaux de cartes.

La crise du PCAA à la lumière de la théorie marxiste de la monnaie

[Retour à la table des matières](#)

L’importance de la crise des valeurs technologiques en 2000-2001 ne doit faire oublier que la totalité de la période de la mondialisation du capital de placement à l’aune de la libéralisation et de la déréglementation a été parsemée de crises financières : crise mexicaine de 1982, suivie de la crise de la dette des pays sous-développés, provoquées par la hausse du dollar et des taux d’intérêt aux États-Unis, crise boursière de 1987 aux États-Unis, suivie en 1989 par la faillite et le sauvetage des Caisses d’épargne et de crédit, crise de la bourse de Tokyo et crise immobilière japonaise en 1990, nouvelle crise de la dette au Mexique en 1995, crise des pays « émergents » d’Asie en 1997 et contrecoup de cette crise au Brésil, en Argentine et en Russie. Plus récemment, en août 2007, une nouvelle crise, dont l’épicentre se trouve aux États-Unis, secouait le monde entier, par l’éclatement de la bulle immobilière et la crise du papier commercial adossé à des actifs (PCAA).

L’origine de la crise se trouve dans les défaillances massives des prêts hypothécaires à haut risque consentis à grande échelle à des acheteurs de maison non solvables au cours des années précédentes. Entre 1994 et 2003, neuf millions de ménages états-uniens locataires sont devenus propriétaires. Pendant la même période, les prêts hypothécaires à haut risque sont passés de 35 milliards à 332 milliards en raison de la politique aventurière et prédatrice d’établissements prêteurs sans scrupules nés de la déréglementation, qui ont offert des hypothèques à des termes tellement avantageux (période de remboursement de 40 ans, paiement des seuls intérêts, taux d’intérêt très bas), que les plus démunis nourris d’illusions ont acheté des maisons largement au-delà de leurs moyens. Mieux encore, la faiblesse des taux

d’intérêt et la hausse de la valeur des propriétés ont encouragé une activité de refinancement des hypothèques sous la forme de marges de crédit hypothécaires, destinées à accroître la consommation courante. L’hypothèque traditionnelle a ainsi été remplacée à grande échelle par la marge de crédit personnelle avec garantie hypothécaire.

La formule a fonctionné tant que les prix immobiliers se sont maintenus et que les taux d’intérêt sont restés bas. Mais les prix des maisons neuves et sur le marché de la revente ont dégringolé à partir de 2006, de sorte que la valeur marchande des maisons a chuté sous la valeur du montant de l’emprunt à renouveler, et les taux d’intérêt ont augmenté considérablement (le taux directeur de la FED, qui était de l’ordre de 1 % de 2004 à 2006, était porté à 5,25 % en 2006). D’où un très grand nombre de défaillances ayant entraîné, à la fin de 2007, l’anéantissement de quelque 2 000 milliards de dollars de valeur aux États-Unis. 1,3 millions de ménages ont perdu leur maison en 2007, sans compter la multitude de locataires évincés à la suite de la faillite de leurs propriétaires.

La crise du papier commercial adossé à des actifs s’explique par le fait qu’une portion importante des actifs censés garantir le papier commercial en question consiste en prêts hypothécaires à haut risque victimes de défaillance. Le papier commercial, comme les bons du Trésor émis par les gouvernements, est un titre à court terme (de 30 à 90 jours), à bas taux d’intérêt (légèrement supérieur aux taux des bons du Trésor), émis par une banque, par un établissement financier non bancaire ou par une entreprise industrielle ou commerciale, pour se financer à court terme. Leur popularité au Canada a beaucoup augmenté en raison notamment de la réduction des emprunts du gouvernement fédéral dont la dette a été réduite au cours des dernières années.

Le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) est ainsi désigné parce qu’il repose sur des actifs sous-jacents (créances sur cartes de crédit, prêt-bail automobile, hypothèques, prêts accordés aux com-

merçants, prêts personnels) que les émetteurs détiennent et qu’ils regroupent par tranches dans une fiducie. L’acheteur de PCAA se voit en quelque sorte transférer par l’émetteur, pour la durée du contrat, un amalgame de créances de divers types, ainsi que le risque qui leur est inhérent, moyennant un rendement légèrement supérieur au rendement des autres titres du marché monétaire.

À l’échéance du contrat, l’acheteur de PCAA souhaite recouvrer sa mise, majorée des intérêts, qu’il peut retirer ou remplacer, selon ses besoins. L’émetteur, quant à lui, doit disposer des liquidités nécessaires pour racheter ses titres, ainsi que de nouveaux acheteurs.

L’opération qui se déroule ici est l’une des multiples facettes de la titrisation généralisée, technique vue comme une innovation miraculeuse des créateurs de montages financiers dernier cri, supposée garantir le système financier contre le risque. Le risque inhérent à certains titres est vu comme étant reporté vers d’autres titres censés garantir les premiers dans une architecture financière complexe qui rend totalement opaque la composition du produit synthétique qui en résulte. Marx décrit ainsi ce processus :

À mesure que se développe le capital productif d’intérêt et le système de crédit, tout capital semble se dédoubler, et par endroit tripler même, grâce aux diverses façons dont un même capital, ou simplement une même créance, apparaît dans des mains différentes, sous des formes différentes. (K, VII, 132)

Mais la prétendue garantie contre le risque est elle-même fictive comme l’a démontré le déclenchement de la crise en août 2007. Craignant un risque de défaillance des prêts hypothécaires à haut risque, les détenteurs mondiaux de PCAA émis aux États-Unis, particulièrement ceux qui sont adossés, entre autres, à ce type de prêts, se sont de plus en plus abstenus de les renouveler à l’échéance, entraînant une chute de 430 milliards de dollars du marché des PCAA en six mois et provoquant une crise de liquidités amplifiée par la méfiance des banques, hésitantes à se prêter les unes aux autres et conservant leurs li-

liquidités de peur d’en manquer. La situation s’est aggravée en raison de la décision de certains émetteurs de PCAA à travers le monde de geler leurs titres, refusant de les racheter à l’échéance, faute de liquidités pour ce faire, parce qu’incapables de trouver de nouveaux acheteurs.

Ne pouvant vendre leurs actifs gelés, les détenteurs de PCAA, comme la Caisse de dépôt et placement du Québec et certaines banques en ont appelé aux banques centrales pour qu’elles fournissent les liquidités manquantes. Surtout préoccupées de contrôler l’inflation, et par conséquent réfractaires à la baisse des taux d’intérêts et au relâchement du crédit réclamé par les banques, la FED, la Banque centrale européenne, la Banque centrale de Suisse et la Banque du Canada, en concertation, ne se sont engagées dans un premier temps, à la fin de 2007, que dans une action frileuse qui n’a rien donné. La FED a par la suite procédé à une réduction substantielle de son taux directeur qui a rassuré quelque peu les marchés financiers, mais sans régler le problème qui découle d’un dérèglement majeur du marché du crédit. La réduction des taux directeurs risque en effet d’être largement mise en échec en raison du fait que la bulle du crédit s’est développée en grande partie à l’extérieur du système bancaire, par le biais des fonds spéculatifs (*hedge funds*) et des fonds privés non cotés en bourse (*private equity funds*).

À la fin de 2007, le papier commercial était un marché de 120 milliards de dollars au Canada, dont les 2/3 étaient émis par des banques. La tranche qui est entrée en crise en août 2007 est la tranche de 35 milliards émise par des fiducies non bancaires. À la fin de l’année, les détenteurs étaient à la recherche d’une entente visant à transformer les titres de court terme du PCAA en obligations de long terme.

Il est intéressant de souligner que cette crise de liquidités est survenue à un moment où le monde est inondé de liquidités. Il y a d’abord la masse sans cesse croissante de capital de prêt, porteur d’intérêt, qui s’accumule dans la sphère strictement financière et qui

draine les profits non réinvestis dans l’activité productive de richesses matérielles. Ce capital a dans un premier temps, à la fin des années 1960, été recyclé sur le marché des eurodollars dont le centre se trouvait à Londres, puis a trouvé son espace naturel à l’échelle planétaire avec la libéralisation et la déréglementation à partir des années 1980. Il y a aussi les énormes capitaux investis dans les fonds de pension, ainsi que les capitaux issus de la rente dont bénéficient les pays exportateurs de ressources naturelles, au premier titre le pétrole, et les capitaux accumulés par les grands pays exportateurs de biens de consommation comme la Chine.

Il y a donc eu au cours des dernières décennies une croissance fulgurante des réserves de change de pays comme le Japon, la Chine, la Russie, les pays exportateurs de pétrole. On a vu naître des fonds souverains de ces pays dont la fonction est de faire fructifier ces capitaux. Ils atteignent le montant de 2 800 milliards à la fin de 2007. Ironie du sort, ce sont ces fonds souverains qui viennent aujourd’hui à la rescousse des banques durement frappées par la crise de liquidités liée aux prêts hypothécaires à risque élevé.

À titre d’exemples, la plus grande banque du monde, la Citigroup, forcée de radier des actifs de près de 20 milliards de dollars en raison de son imprudente surexposition au PCAA, a été secourue par des fonds souverains de Singapour, du Koweït et d’Abou Dhabi. La banque d’affaires Merrill Lynch a été recapitalisée d’un montant de 5 milliards par des fonds de Singapour, du Koweït, de Corée et du Japon. Morgan Stanley de son côté a été secourue par la China Investment Corporation, alors que l’Union de Banque suisse a bénéficié de 11 milliards d’un fonds de Singapour.

À travers le prisme de ces développements contemporains, on mesure toute l’actualité des développements de Marx sur la monnaie :

Tant que les paiements se compensent, elle fonctionne seulement d’une manière idéale, comme monnaie de compte et mesure des valeurs. Dès que

les paiements doivent s’effectuer réellement, elle ne se présente plus comme simple moyen de circulation, comme forme transitive servant d’intermédiaire au déplacement des produits, mais elle intervient comme incarnation individuelle du travail social, seule réalisation de la valeur d’échange, marchandise absolue. Cette contradiction éclate dans le moment des crises industrielles ou commerciales auquel on a donné le nom de crise monétaire. (K, I, 143)

En période de crise où se produit un resserrement ou une totale disparition du crédit, l’argent apparaît soudain absolument en face de la marchandise en tant que moyen de paiement unique et véritable mode d’existence de la valeur. D’où la dépréciation générale des marchandises, la difficulté et même l’impossibilité de les transformer en argent. (K, VII, 177).

On fait le même constat lorsqu’on voit le prix de l’or propulsé à des sommets historiques par les craintes à l’égard du comportement de l’économie, de la dépréciation du dollar, de la hausse du prix du pétrole. L’or, incarnation universelle de la valeur comme la désignait Marx, redevient comme en toute crise la valeur refuge traditionnelle. On sait que la rupture du lien avec l’or, réclamée dans les années 1940 par Keynes qui considérait l’or comme une « relique barbare », a été provoquée en 1971 par les États-Unis dont le refus de convertir les dollars en or a entraîné l’effondrement du système monétaire international mis en place à Bretton Woods en 1945, en vertu duquel des parités fixes étaient établies entre les monnaies qui étaient toutes convertibles en or au prix fixe de 35 dollars des États-Unis pour une once d’or.

Ainsi chassé officiellement en tant que référence officielle en 1971, l’or n’en a pas moins continué à jouer le rôle de valeur refuge, fluctuant en sens inverse du dollar au gré des crises économiques et de la situation politique. Moins de dix ans plus tard, en janvier 1980, son prix atteignait les 845 dollars l’once, soit l’équivalent de plus de 2 000 dollars l’once en prix d’aujourd’hui. Après avoir sensiblement diminué par la suite, il remontait à 900 dollars l’once en janvier 2008.

Ce tour d’horizon ne serait pas complet s’il ne mentionnait le rôle fondamental, identifié par l’analyse marxiste, des guerres et du milita-

risme en général comme condition du fonctionnement normal du capitalisme. Ce sujet sera traité dans un autre cadre.

Fin du texte